

Pouvoir d'emprunt

énergétiques et chacune nécessitera un placement initial de 8 milliards de dollars.

Pour construire une seule usine il faudrait investir 800 millions de dollars dans les aciéries de l'Ontario ce qui serait très profitable à l'économie de la province, mais le gouvernement s'y est opposé. Cet investissement rapporterait 370 millions de dollars aux industries métallurgiques de l'Ontario. Le gouvernement a refusé cette chance à l'Ontario. Il rapporterait aussi 325 millions de dollars à l'industrie de fabrication de matériel roulant et 740 millions de dollars en contrats de fabrication et de transformation ainsi que 370 millions de financement. Au secteur tertiaire, le secteur du commerce et des services. Ces investissements représenteraient un supplément de \$750 millions.

Nous savons tous que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a fait une tournée de l'Ouest en répétant que si le gouvernement permettait que le prix de l'énergie augmente, l'Alberta s'enrichirait au-delà de nos espérances les plus folles. Je demande aux Canadiens de ne pas oublier que lorsqu'une région du Canada s'enrichit, il faut très peu de temps aux richesses ainsi créées de gagner le centre manufacturier du Canada.

Il est évident, à mes yeux, que la voie maritime du Saint-Laurent et des Grands lacs qui traverse le Québec et l'Ontario va continuer à être le grand bassin industriel de notre pays. Quand des habitants d'une région gagnent plus d'argent, ils font comme tout le monde, ils le dépensent. Ils achètent de l'équipement ménager, des voitures, des vêtements, des grille-pain, des réfrigérateurs, des costumes et des robes, autant d'articles et de produits qui sont fabriqués dans le centre de notre pays, ce qui permettrait donc d'y créer des emplois et des revenus. Un économiste de l'Ontario de l'Ouest m'a dit récemment qu'environ 80 p. 100 des richesses produites dans les régions circulerait dans le centre du Canada dans les six mois suivant leur création.

Le fait de dire que seule cette région va s'enrichir et pas le reste du pays, a un effet très négatif sur tous nos concitoyens. C'est à cause de cette optique que non seulement l'Alberta mais aussi la Saskatchewan et l'Ontario perdent des débouchés professionnels. Cette affaire n'oppose pas deux parties de notre pays l'une contre l'autre, elle concerne tout le Canada. Dans une famille, lorsque tous les membres sont puissants, la famille l'est par conséquent elle aussi. Mais le gouvernement semble vouloir chercher noise aux membres de la famille.

D'une part, le gouvernement fournit de l'argent à des sociétés comme Chrysler et Massey-Ferguson et, d'autre part, il s'efforce de nationaliser une autre industrie. Je ne m'oppose pas à la canadianisation, mais n'allons pas nous laisser prendre au mythe selon lequel la canadianisation et la nationalisation seraient la même chose, car rien n'est plus faux. La nationalisation est une démarche bien différente de celle qui encourage les citoyens à posséder leurs ressources. Le rôle du gouvernement est d'offrir des encouragements. Lui qui a mission de gouvernement et de réglementer n'a pas à se mêler des affaires du secteur privé. S'il le fait, alors l'arbitre devient simple joueur comme tous les autres. Ce n'est pas de jeu que d'obliger toutes les sociétés canadiennes et multinationales à communiquer leur documentation technique par exemple à l'Office national de l'énergie, un organisme du gouvernement, quand

cet organisme a partie liée avec Petro-Canada, une régie nationale qui exerce ses activités dans le même secteur.

Je voudrais citer d'autres chiffres qui font ressortir les avantages dont bénéficierait les provinces centrales si l'on réalisait ces projets régionaux. Grâce à ces projets nous n'aurions pas à emprunter encore 14 milliards de dollars. On estime à 85 milliards les dépenses d'exploitation d'une usine de traitement de sables bitumineux sur une période de 25 ans. Si l'on se sert de l'effet multiplicateur de l'IPC, qui se chiffrerait à 3.4, chaque usine engendrerait 290 milliards de dollars sur une période de 25 ans. Il est possible de construire huit usines semblables au cours des vingt-cinq prochaines années. Les répercussions de pareilles réalisations seraient considérables, car elles permettraient de d'équilibrer notre balance des paiements, de réduire notre dette envers l'étranger et d'alléger le fardeau fiscal de nos concitoyens.

Le gouvernement préfère au contraire, pour des raisons purement égoïstes, donner l'impression que la famille canadienne compte une brebis galeuse en son sein et que, par conséquent, il lui faut prendre le contrôle d'un domaine de compétence provinciale. Cela n'empêche cependant pas le ministre de l'Industrie et du Commerce de signer un chèque de 240 millions de dollars à l'ordre d'une société dont le siège est en Ontario, en lui disant: «Eh bien les gars, j'espère que vous allez vous en sortir.» Ce ministre est actuellement en train de négocier avec Massey-Ferguson.

Nous, dans l'Ouest, nous voulons savoir ce que les multinationales ont de si terrible étant donné qu'une multinationale installée dans la partie centrale du Canada a la bénédiction du gouvernement. Les libéraux doivent avoir les idées embrouillées pour penser que les gens des régions ne peuvent pas surveiller les approvisionnements énergétiques et que seul un gouvernement central peut le faire. Si l'on cautionne des entreprises privées du centre du Canada, il me semble que l'on peut aussi faire confiance aux Canadiens de l'ouest et penser que nous arriverons à renforcer et à faire progresser notre pays. Nous n'admettons pas du tout l'idée que seule la région centrale du pays a le droit de participer aux décisions qui touchent le pays tout entier, c'est de l'étroitesse d'esprit.

Les habitants des régions, qu'ils soient de la région de l'Atlantique, du Nord ou de l'Ouest, ne se formalisent pas, mais ils voudraient tout de même avoir leur mot à dire de temps à autre. Si le gouvernement continue à éroder le sens de participation de ces régions, les sentiments d'aliénation qui ont ressurgi avec vigueur seront de plus en plus forts. Ce sentiment d'injustice ne fera que s'aggraver si ce gouvernement oppressif continue à croire que seul le gouvernement central a le droit de gouverner et de façonner la destinée du pays.

● (1540)

Il y a cinq ans, la dette par habitant s'élevait à \$851, chiffre que l'on jugeait alors énorme. Chaque bébé héritait à sa naissance d'une dette de \$851; aujourd'hui cette dette est de \$2,874. C'est une augmentation de 229 p. 100, monsieur l'Orateur.

On voit les choses très différemment des deux côtés de la Chambre, monsieur l'Orateur. Certains députés de notre parti croient que c'est la production qui crée la richesse tandis que certains de nos vis-à-vis semblent croire qu'elle peut naître de l'endettement. On augmente alors les impôts pour rembourser la dette. Nous n'avons nul besoin d'emprunter davantage pour